

Revue de presse #72

Aménagement, construction
& réhabilitation durables

Avril 2025

Jérôme Ricolleau - Archis Atelier Méditerranéen GA - Tactoniques®





Sommaire

—	INFOS À LA UNE	3
—	LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION, NORMES	4
—	ÉCONOMIE ET INCITATIONS FINANCIÈRES	5
—	AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	7
—	CONCEPTION DE PROJETS : OUTILS, MÉTHODES & INNOVATION	9
—	CONFORT, SANTÉ & USAGES	10
—	ÉCONOMIE CIRCULAIRE & GESTION DES DÉCHETS	12
—	ÉFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE & ÉNERGIES RENOUVELABLES	14
—	RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE	15
—	MATÉRIAUX BIOSOURCÉS & GÉOSOURCÉS	16
—	PROFESSIONNELS & ENTREPRISES	17
—	RÉALISATIONS & OPÉRATIONS EXEMPLAIRES	18
—	APPELS À PROJETS & À MANIFESTATION	19



© Pixabay

INFOS À LA UNE

COMMENT ACCÉDER À DES MANIÈRES PLUS « SOUTENABLES » D'HABITER ?



©Bertrand Gaudillère

Janvier 2025 – C'est la (vaste) question à laquelle Michel Lussault, géographe et professeur à l'École Normale Supérieure de Lyon, tente de répondre dans cette interview. Un entretien qui vise à établir un diagnostic et proposer des solutions à la crise de l'habitabilité. Plusieurs pistes s'en dégagent : la nécessité pour les résidents d'une planète urbanisée de décider ensemble de la façon de cohabiter, les théories du « care », c'est-à-dire de prendre soin du monde commun dans lequel nous sommes tous vulnérables. Autant de concepts philosophiques qui amènent à s'interroger sur de nouvelles façons de vivre, notamment à l'heure des bouleversements climatiques que nous connaissons.

 <https://millenaire3.grandlyon.com>

 santé / urbanisme / aménagement

BÂTIZOOM, NOUVEL OBSERVATOIRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

11 avril – Mis en place par l'ADEME en collaboration avec la DGALN, la DGEC et le SDES, l'Observatoire BâtiZoom est une plateforme en ligne qui centralise un ensemble de chiffres, indicateurs et données clés pour offrir une vision claire, documentée et structurée des transformations à l'œuvre dans le bâtiment en matière d'écologie. Son objectif : mieux comprendre les dynamiques mise en place, pour les acteurs publics, les professionnels du secteur ou les collectivités, pour prendre les meilleures décisions possibles à l'échelle locale.

 <https://www.alec-lyon.org>

 transition écologique / bâtiment

VIVRE EN VILLE SOUS 50°C, MODE D'EMPLOI

15 avril – « Nos villes à 50 degrés », c'est une coalition d'acteurs portée par A4MT, qui a officiellement lancé son « Booster de l'adaptation au changement climatique » le 10 avril dernier à l'Académie du Climat de Paris. Le constat ? Face aux bouleversements météorologiques et à la multiplication des fortes chaleurs, en milieu urbain notamment, il est urgent d'agir. L'idée : mettre en place des actions simples, mais efficaces : cartographie des risques climatiques sur le parc immobilier, diagnostics de résilience menés en amont des rénovations, peintures réfléchissantes, récupération des eaux pluviales... Les idées ne manquent pas et ne demandent désormais qu'à être répliquées sur le territoire français.

 <https://www.actu-environnement.com>

 changement climatique / adaptation / chaleur

VERS UNE SIMPLIFICATION DE LA RÉNOVATION DES BÂTIS ANCIENS



21 mars – Une proposition de loi déposée par le groupe socialiste a été adoptée par le Sénat en première lecture le 20 mars dernier ; elle vise à adapter les exigences de rénovation énergétique aux spécificités des constructions datant d'avant 1948 (employant des techniques et matériaux traditionnels, généralement plus difficiles et coûteux à réhabiliter), mais aussi la mise en place de DPE et audits énergétiques remis en adéquation avec ce type de bâtis. Objectif : accélérer sur la rénovation du parc ancien en France, qui ne concerne pas moins de 11 millions de logements sur le territoire.

 www.batiweb.com

 rénovation énergétique / logement / bâti ancien

UN RENFORCEMENT DU DISPOSITIF RGE DANS LA LOI

25 mars – À la suite des conclusions d'un travail mené par le programme CEE Feebat, deux arrêtés publiés le 25 mars 2025, actualisent les formations RGE pour renforcer les compétences des professionnels du bâtiment en matière de rénovation énergétique. Dix nouveaux modules de formation sont ainsi créés : un tronc commun et neuf modules techniques spécifiques. L'un des arrêtés met également à jour les critères de qualification pour le crédit d'impôt « transition énergétique » et étend le label RGE aux entreprises de forage en géothermie de minime importance (GMI).

 www.banquedesterritoires.fr

 RGE / réglementation

L'INTERDICTION DE LOCATION DES PASSOIRES THERMIQUES ASSOUPLE

02 avril – Le Sénat a voté une proposition de loi visant à revoir l'interdiction de louer les logements classés G, en copropriété et pour les maisons individuelles. Des dérogations seraient possibles en cas de contraintes techniques, architecturales ou de refus de travaux en copropriété. Le texte précise également que l'interdiction ne concerne que les nouveaux contrats de location, et non ceux déjà en cours. Il introduit également des délais encadrés pour la réalisation des travaux et la prise en compte du DPE collectif ou du bâti ancien. Soutenue par la ministre du Logement, la proposition de loi doit encore être examinée par l'Assemblée nationale.

 www.actu-environnement.com

 passoires thermiques / logement / réglementation

AIDES À LA RÉNOVATION : LES DERNIERS CHANGEMENTS EN DATE

18 mars – L'Anah a mis au jour son ultime version 2025 du guide des aides financières à la rénovation énergétique, se voulant marqueur de clarté et de stabilité après une période d'incertitudes et de mécontentements chez les acteurs du secteur. On y apprend que MaPrimeRénov' voit ses forfaits pour les équipements de chauffage au bois diminuer de 30 %, tandis que les aides pour les pompes à chaleur et l'isolation restent stables. Un décret est également prévu pour permettre le cumul de MaPrimeRénov' avec le prêt à taux zéro (PTZ), notamment pour les ménages ayant déjà bénéficié d'un PTZ pour l'achat de leur résidence principale.

 www.batiweb.com

 aide financière / rénovation énergétique

DPE : LA LUTTE CONTRE LES FRAUDES S'INTENSIFIE

19 mars – Le gouvernement français renforce la lutte contre les fraudes au Diagnostic de Performance Énergétique (DPE), estimées à environ 70 000 cas annuels. Un plan d'action en dix mesures a été annoncé par la ministre Valérie Létard pour fiabiliser cet outil crucial dans le secteur immobilier. Parmi elles, l'introduction de QR codes pour chaque DPE, la géolocalisation des diagnostics, ou encore l'utilisation de l'intelligence artificielle pour détecter les anomalies. Les contrôles des diagnostiqueurs seront renforcés, avec des inspections annuelles prévues. De plus, la remise immédiate du DPE après la visite sera supprimée pour éviter les pressions sur les diagnostiqueurs.

 www.batiweb.com

 DPE / logement / fraude

ZOOM : QU'EST-CE QUE L'INTRACTING ?



26 mars – Face aux défis financiers de la rénovation énergétique, certaines collectivités adoptent l'intracting. Il s'agit d'un mécanisme de financement innovant qui permet d'investir dans des travaux d'efficacité énergétique sans alourdir la dette, en réinjectant les économies réalisées dans de nouveaux projets. Le Cerema mène une étude pour évaluer l'efficacité de cette approche et identifier les bonnes pratiques. Les premiers retours indiquent que l'intracting favorise l'autonomie des collectivités et accélère leur transition énergétique. Ce modèle pourrait inspirer d'autres territoires à adopter des solutions similaires pour financer leurs projets de rénovation.

 www.cerema.fr

 financement / collectivités / transition énergétique

UN BILAN POSITIF POUR LE BAIL RÉEL SOLIDAIRE (BRS) EN 2024

28 mars – Le bail réel solidaire (BRS), qui permet d'acquérir un logement sans en acheter le terrain, a connu une forte expansion en 2024. Selon des chiffres partagés par Batiweb, 3 709 logements en BRS ont été livrés l'an passé, soit presque le double versus 2023. Les projets en cours ont également augmenté de 40 %, témoignant de l'engouement pour ce dispositif. Le BRS est particulièrement prisé dans les zones tendues, offrant une solution d'accès à la propriété plus abordable. Cette dynamique pourrait se poursuivre en 2025, avec une adoption croissante par les collectivités et les organismes de foncier solidaire.

 www.batiweb.com

 logement / BRS

UN PRÊT À TAUX ZÉRO ÉTABLI ET ÉLARGI POUR 2025

31 mars – Le nouveau prêt à taux zéro (PTZ) entre en vigueur le 1^{er} avril 2025, à la suite de la publication d'un décret au Journal Officiel. Ce dispositif élargi s'applique désormais à tous les types de logements, qu'ils soient individuels ou collectifs, et couvre l'ensemble du territoire français. Annoncé dans le cadre du projet de loi de finances 2025, le PTZ est accessible jusqu'au 31 décembre 2027. Les banques peuvent dès à présent proposer ce prêt avantageux aux emprunteurs. Cette mesure vise à faciliter l'accession à la propriété pour un plus grand nombre de ménages.

 <https://www.batiweb.com>

 prêt à taux zéro / logement / financement

VERS DES CEE PLUS TRANSPARENTS ET EFFICACES ÉNERGÉTIQUEMENT ?

7 avril – Un arrêté en date du 7 avril 2025 introduit des ajustements dans le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE). Il modifie les modalités d'éligibilité et de valorisation des opérations d'économie d'énergie, en particulier pour les secteurs résidentiels et tertiaires. L'objectif est d'améliorer l'efficacité du dispositif et d'encourager des actions de rénovation énergétique plus ambitieuses. Ces mesures visent également à renforcer la transparence et la traçabilité des CEE. Les nouvelles dispositions entreront en vigueur à compter de leur publication.

 <https://www.legifrance.gouv.fr>

 CEE / réglementation / transition énergétique

QUELS SONT LES SITES À FORT POTENTIEL DE GAIN ÉCOLOGIQUE EN FRANCE ?

03 mars – Zoom sur le projet Pogéis, une application web collaborative élaborée par l'Office français de la biodiversité (OFB) et déployée au printemps 2025. Son rôle ? Identifier puis répertorier en ligne les zones du territoire susceptibles de voir leur état ou fonctions écologiques s'améliorer grâce à des actions de génie écologique ou certaines pratiques de gestion. Un appel à candidatures est lancé jusqu'au 31 mai pour des territoires désireux de tester la plateforme, partager des retours d'expérience concrets sur son utilisation et mettre en lumière des démarches territoriales innovantes en faveur de la biodiversité. Les territoires sélectionnés bénéficieront d'un accompagnement technique et méthodologique de l'OFB et du Cerema tout au long du projet, qui s'étendra sur deux ans.

 <https://professionnels.ofb.fr>

 aménagement / transition écologique

URBANVITALIZ : 3 RETOURS D'EXPÉRIENCE DE RECYCLAGE FONCIER

28 mars – Le service public UrbanVitaliz, facilitant l'identification et la gestion des friches industrielles, en offrant des outils d'analyse et de cartographie adaptés aux besoins des collectivités, s'est déployé dans un contexte où la réhabilitation de ces zones est devenu un enjeu majeur sur le territoire. Le Cerema présente trois retours d'expérience sur l'utilisation de la plateforme qui mettent en lumière son efficacité pour optimiser les projets de reconversion urbaine, en offrant aux collectivités un accompagnement technique et stratégique pour revitaliser leurs espaces délaissés.

 www.cerema.fr

 réhabilitation / friches / aménagement

ADOPTER UN « BON URBANISME » POUR CONSERVER DES SOLS DE QUALITÉ

7 avril – Le Cerema met en lumière l'importance de la qualité des sols, essentielle pour la biodiversité et la régulation climatique (entre autres). Face à la dégradation de 60 à 70 % des sols européens, une étude coordonnée par l'INRAE a identifié une cinquantaine d'indicateurs pour évaluer leur état. Ces indicateurs couvrent les aspects physiques, chimiques et biologiques des sols, offrant des outils concrets pour les collectivités et les aménageurs. L'objectif est d'intégrer ces données dans les politiques publiques, notamment dans les documents d'urbanisme, pour préserver et restaurer les fonctions des sols. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie nationale visant le « zéro artificialisation nette » d'ici 2050.

 www.cerema.fr

 sols / aménagement / urbanisme

COMMENT DÉCARBONER L'AMÉNAGEMENT URBAIN ?

14 avril – Outils et pistes de réflexion à consulter dans un guide élaboré par le Réseau SCET, en collaboration avec Efficacity et le CSTB. On y note la mise en avant de trois outils dont l'efficacité opérationnelle a déjà été éprouvée sur le territoire français : UrbanPrint, EnergyMapper et PowerDIS. Le document encourage également les EPL (Entreprises Publiques Locales) à intégrer systématiquement l'analyse carbone dans leurs décisions d'investissement, tout en impliquant l'ensemble des parties prenantes dans une dynamique de transition écologique.

 www.construction21.org

 aménagement / décarbonation

RENATURER LES SOLS, MODE D'EMPLOI PAR LE CEREMA



15 avril – Le 1^{er} avril 2025, le Cerema a organisé une journée technique dédiée à la renaturation des sols urbains, mettant en avant des préconisations et des retours d'expérience pour guider les collectivités dans leurs projets. L'événement a souligné l'importance de replacer les sols au cœur des démarches de renaturation, en abordant les étapes clés avant, pendant et après les projets. Des exemples ont été présentés pour illustrer les bonnes pratiques et les stratégies efficaces en la matière. Les discussions ont également porté sur les outils d'analyse et de cartographie disponibles pour faciliter la gestion des friches urbaines.

 www.cerema.fr

 [sols / renaturation / urbanisme](#)

EN RÉNOVATION, SURÉLEVER PEUT SIGNIFIER DÉCARBONER !

25 mars – Cette fiche, élaborée par le programme PROFEEL, présente la démarche d'une surélévation dans un objectif de rénovation bas carbone. Quels peuvent être les bénéfices écologiques présentés par ce type d'opération ? Quelles actions mettre en œuvre pour augmenter la performance énergétique de ces travaux et minimiser leur impact environnemental ? Création de mètres carrés décarbonés, réemploi des éléments présents, préservation des sols et de la biodiversité, amélioration de l'enveloppe thermique... Autant de pistes à explorer dans le document accessible en ligne.

 www.proreno.fr

 décarbonation / travaux

DE BUREAUX VACANTS À LOGEMENTS : LE PLAN DU GOUVERNEMENT

31 mars – Le 31 mars 2025, la ministre du Logement Valérie Létard a annoncé une stratégie pour accélérer la transformation des bureaux vacants en logements. Ce plan comprend des mesures fiscales incitatives, telles que l'exonération de la taxe sur les bureaux pour les projets de reconversion, et la possibilité pour les collectivités d'accorder des bonus de constructibilité jusqu'à 30 %. Une expérimentation est lancée dans les Hauts-de-Seine pour identifier et lever les freins administratifs et financiers à ces transformations. Deux groupes de travail sont constitués pour proposer des solutions sur les aspects économiques et réglementaires. Enfin, des comités locaux seront créés pour accompagner les territoires dans la réussite de ces projets de reconversion.

 www.batiweb.com

 urbanisme / bureaux / logement



ADAPTATION DES BÂTIMENTS AUX FORTES CHALEURS : DIAGNOSTIC POUR ÉVALUER L'INCONFORT ET PROPOSER DES SOLUTIONS D'ADAPTATION

14 avril – Dans le cadre de ses travaux sur la gestion du patrimoine immobilier et l'adaptation des bâtiments au changement climatique, le Cerema a développé une méthode prospective de diagnostic du confort estival dans les bâtiments existants. Cette méthode permet de repérer les situations d'inconfort liées aux vagues de chaleur estivale et d'analyser les solutions d'adaptation susceptibles de réduire les effets ressentis par les occupants. L'étude du Cerema s'est déroulée en 3 étapes :

- Réaliser un diagnostic global du site et des bâtiments à travers trois indicateurs techniques, économiques et qualité d'usage,
- Évaluer le confort d'été dans les locaux des bâtiments,
- Formuler des préconisations pour améliorer le confort des usagers.

 www.cerema.fr

 bâtiment tertiaire / confort d'été / diagnostic

OBSERVATOIRE NATIONAL VENTILATION : PUBLICATION DES STATISTIQUES

14 avril – L'Observatoire National Ventilation (ONV) a été publié en 2023, par le ministère en charge de la construction, suite à l'entrée en application de la RE2020 et des exigences mises en place sur la vérification des systèmes de ventilation mécanique contrôlée dans le résidentiel neuf. L'objectif de cet observatoire est de recueillir l'ensemble des résultats des contrôles effectués et diffuser les principales statistiques : évolution dans le temps du nombre de systèmes vérifiés et mesurés par an, types de systèmes de ventilation par type de bâtiment, nombre de systèmes de ventilation conformes, taux de conformité des points de vérification et de mesure obligatoires... À ce jour 15 850 contrôles ont été téléchargés dans l'observatoire.

 www.batiment-ventilation.fr

 ventilation / RE2020 / résidentiel

[GUIDE] USAGES DOMESTIQUES D'EAUX IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE



©Depositphotos.com

4 avril – Pour répondre aux enjeux de sobriété des usages, de disponibilité et de qualité de la ressource en eau dans un contexte de changement climatique, la France a mis en place un plan pour une gestion résiliente et concertée de l'eau. La valorisation des eaux non conventionnelles est un des leviers inscrits dans le plan pour optimiser la disponibilité de la ressource. La mesure 15 prévoit ainsi de lever les freins réglementaires à la valorisation de ces eaux notamment pour les usages domestiques, dans le respect de la protection de la santé des populations et des écosystèmes.

 <https://sante.gouv.fr>

 eau / sobriété / changement climatique

POINT VILLES-SANTÉ « LA QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR »

Avril 2025 – Le Réseau français Villes-Santé présente son nouveau Point Villes-Santé sur la Qualité de l'air intérieur (QAI). Cette publication rappelle les enjeux de santé liés à la qualité de l'air intérieur et présente des exemples d'actions au niveau local. Elle revient notamment sur le dispositif réglementaire de surveillance de la QAI que les villes et intercommunalités doivent mettre en œuvre en particulier dans leurs crèches, écoles et centres de loisirs. Cette synthèse complète une publication portant spécifiquement sur les polluants du quotidien : Point Villes-Santé « Réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens et autres substances préoccupantes pour la santé et l'environnement : quels leviers pour les villes et les intercommunalités ? » dans lequel figurent de nombreux exemples d'actions de réduction des polluants à la source.

 <https://villes-sante.com>

 QAI / collectivités / santé publique

CONFORT D'ÉTÉ – VENTILATION NATURELLE : QUAND L'ARCHITECTURE S'ALLIE AU CLIMAT

Avril 2025 – Rafraîchir l'air des bâtiments sans ventilation mécanique ni climatisation n'est pas une utopie mais bien une réalité. Des architectes et urbanistes adaptent des techniques ancestrales qui utilisent les vents, les brises thermiques et les effets de cheminée pour renouveler et rafraîchir l'air. Ils créent ainsi des espaces plus sains, plus confortables et moins énergivores. Leur approche permet aussi de lutter contre les îlots de chaleur. De la métropole aux climats tropicaux, ces pionniers démontrent que la frugalité peut rimer avec créativité et bien-être.

 <https://qualiteconstruction.com>

 confort d'été / rafraîchissement / ventilation

RADON : FORMER DES PROFESSIONNELS QUALIFIÉS ET RECONNUS

25 février – L'Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection (ASNR) a missionné le Cerema pour élaborer le cadre de formation et de qualification pour les professionnels en expertise technique radon. En France, il n'existe pas encore de filière clairement structurée et reconnue d'experts techniques spécialisés dans la gestion du risque radon. L'objectif est de disposer d'une liste de professionnels qualifiés capables de proposer des solutions adaptées pour diminuer efficacement l'exposition au risque radon et ainsi protéger les occupants des bâtiments. Une mission complémentaire devra être menée en 2025 pour approfondir et structurer la mission d'expertise technique en radon. Elle comprendra la rédaction d'un guide technique d'application détaillant les étapes et méthodes nécessaires pour mener une expertise technique dans les bâtiments, avec l'objectif de garantir la qualité des interventions.

 www.cerema.fr

 radon / formation / professionnels

RÉEMPLOI EN PHASE MARCHÉ DES PROJETS D'AMÉNAGEMENT

Mars 2025 – Cette fiche de la collection « A savoir » proposée par Ekopolis, le Pôle de ressources francilien pour la construction et l'aménagement durables, détaille des solutions concrètes et des exemples qui faciliteront l'intégration de critères de réemploi dans les stratégies opérationnelles d'aménagement des territoires. Au sommaire : concepts et définitions, objectifs et leviers opérationnels.

 www.ekopolis.fr

 réemploi / phase marché / aménagement

LE SPREC PUBLIE UNE NOTE POUR CLARIFIER LE BON USAGE DU DIAGNOSTIC PEMD

6 mars – Dans le cadre de la loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire (AGEC), le diagnostic Produits, Équipements, Matériaux et Déchets (PEMD) est devenu un outil central pour initier des démarches de réemploi sur les chantiers de déconstruction et de rénovation significative. Pourtant, la diversité des pratiques et la coexistence de diagnostics aux appellations variées (diagnostic ressources, diagnostic réemploi, PEMD-Ressources...) créent une confusion sur son rôle et son contenu. Face à ce constat, le SPREC (Syndicat des Professionnels du Réemploi et de la Circulation des matériaux) et ses membres ont publié une note intitulée « Du bon usage du diagnostic PEMD », afin d'éclairer les maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, entreprises et diagnostiqueurs. Cette note vise à harmoniser les pratiques et à maximiser le potentiel de réemploi des matériaux identifiés.

 www.envirobat-oc.fr

 REP PMCB / outil

REFONDATION DE LA FILIÈRE REP DES PRODUITS ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION DU BÂTIMENT

20 mars – Agnès PANNIER-RUNACHER, ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, lance la refondation de la filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) relative aux produits et matériaux de construction du bâtiment (PMCB) afin de définir les conditions d'un déploiement de la filière plus adapté aux spécificités du secteur du bâtiment. Un moratoire visant l'application de certaines dispositions devant entrer en vigueur à partir de 2025 sera ainsi mis en œuvre dans les prochaines semaines. Ces concertations seront organisées par le ministère pendant le mois d'avril afin d'identifier les propositions permettant la poursuite du déploiement de la filière et d'optimiser les actions requises, tout en tenant compte de la capacité des différents acteurs à les mettre en œuvre.

 www.ecologie.gouv.fr

 REP PMCB / moratoire

LE RÉEMPLOI EN EXPLOITATION : UNE MINE D'OR SOUS-ESTIMÉE

26 mars – Le réemploi reste marginal, sous-estimé, voire oublié lors des opérations de maintenance ou de remplacement, malgré ses nombreux avantages. Réduction des coûts de maintenance, limitation de l'impact environnemental, synergie au sein du patrimoine, compatibilité des produits... le réemploi en exploitation fait pourtant sens. Parmi les produits concernés, on retrouve les luminaires, poignées de porte, BAES (blocs autonomes d'éclairage de sécurité), robinets, mitigeurs, et revêtement de sol. Toutefois, par manque de temps ou par habitude, ces équipements sont généralement remplacés par du neuf. La structuration croissante de la filière du réemploi (élaboration de recommandations professionnelles, de protocoles de reconditionnement reconnus...) pourrait pourtant lever ces obstacles.

 www.construction21.org

 réemploi / équipements / phase exploitation



©Depositphotos.com

RÉEMPLOI ET ÉCO-CONCEPTION : LE LABEL CIRCOLAB COMME LEVIER D'INTÉGRATION

26 mars – Afin de lever les freins aux pratiques de réemploi et donner un cadre didactique aux maîtres d'ouvrage souhaitant s'engager dans cette voie, l'association Circolab propose depuis 2021 un label entièrement dédié au réemploi : le label Circolab. Structuré autour d'exigences obligatoires et d'exigences optionnelles, ce label permet aux maîtres d'ouvrage de viser un niveau de performances adapté aux spécificités de leurs opérations. Conçu pour s'adapter à tout type de projet, il peut être utilisé aussi bien pour des constructions neuves que pour des rénovations, restructurations ou des aménagements intérieurs, quelle que soit la destination des bâtiments. Ce label, ainsi que l'ensemble des outils associés (méthodologie des actions à mener à chaque phase d'une opération, trames de diagnostic ressources et de clausiers, outils de traçabilité, dossier assurantiel, calcul d'impacts environnementaux multicritères, etc.), sont disponibles en open source sur le site internet de l'association.

 www.construction21.org

 [réemploi / label / outils](#)

PROJET RESTWOOD, OU COMMENT FOURNIR DU BOIS DE STRUCTURE DE RÉEMPLOI QUALIFIÉ

2 avril – Pour massifier le réemploi, les entreprises doivent pouvoir se fournir en produits dont le niveau de qualification est équivalent à un produit neuf. Les plateformes de reconditionnement vont jouer un rôle important pour le développement de la filière. Elles seront amenées à porter la responsabilité de la qualification des produits qu'elles commercialisent, comme le font aujourd'hui les fabricants de produits neufs. Illustration avec le projet Restwood, piloté par le centre de recherche Nobatek en partenariat avec le laboratoire I2M de l'Université de Bordeaux, l'unité mixte de recherche CNRS / UPPA IPREM, la plateforme technologique Tipee, les entreprises Lavoine Charpentiers, Lamecol et BDS et le bureau d'études R-use. Celui-ci vise à développer une activité de fourniture de bois de structure de réemploi dont le niveau de qualification est équivalent à un produit neuf.

 www.construction21.org

 [réemploi / bois / assurance](#)

DÉSIR VS OBLIGATION : LE RÉEMPLOI À LA CROISÉE DES MOTIVATIONS

4 avril – Pour les acteurs de la construction, le réemploi est désormais au cœur d'une double contrainte : désirer le neuf mais être contraint juridiquement de recourir au réemploi, ou désirer le réemploi et être contraint juridiquement de recourir au neuf ... Rendre le réemploi désirable n'est pas une mince affaire. Alors au regard de l'urgence climatique, les législateurs européens, nationaux et les prescripteurs publics ont décidé de se tourner vers un levier plus sûr : l'obligation et (théoriquement) la sanction. Focus sur cette situation qui anime de plus en plus les projets et les chantiers à travers l'œil expert d'Elisabeth Gelot, avocate associée en droit de l'économie circulaire, SKOV Avocats.

 www.construction21.org

 [réemploi / assurance / réglementation](#)

PLUS DE 200 000 TONNES DE PLÂTRE RECYCLÉES EN 2024

7 avril – En 2024, 205 426 tonnes de déchets de plâtre externes ont été recyclées dans la fabrication de nouvelles plaques, dépassant ainsi la barre des 200 000 tonnes. Cette performance survient dans un contexte économique difficile et permet d'atteindre un taux de recyclage de 34,2 % du gisement global, estimé à 600 000 tonnes par l'ADEME. Depuis 2008, date de la signature de la charte de gestion des déchets de plâtre, 1 487 126 tonnes ont ainsi été valorisées. Les fabricants sont nombreux à investir ce marché du recyclage, à l'instar de Siniat, filiale du groupe Etex, qui annonce le lancement de RECYPLAC, la première plaque de plâtre en France conçue à partir de 100 % de gypse recyclé post-consumer, récupéré directement sur les chantiers.

 www.batiweb.com

 [recyclage / plâtre](#)

DES LOGEMENTS PLUS EFFICACES GRÂCE AU DPE ET À L'AUDIT ÉNERGÉTIQUE

Mars 2025 – Le Cerema a publié un guide destiné aux diagnostiqueurs et auditeurs énergétiques, détaillant les obligations liées au diagnostic de performance énergétique (DPE) et à l'audit énergétique. Ce document fournit des recommandations concrètes pour améliorer la performance énergétique des logements, en proposant des bouquets de travaux adaptés. Il insiste sur l'importance d'une planification cohérente des interventions et d'une coordination efficace entre les différents corps de métier. Des annexes offrent des exemples pratiques et des conseils pour la mise en œuvre des travaux, notamment sur l'enveloppe du bâtiment, les équipements et la ventilation.

 <https://doc.cerema.fr>

 efficacité énergétique / DPE / audit énergétique

EN VIDÉO : LE SOLAIRE THERMIQUE DE A À Z

Mars 2025 – L'Agence Qualité Construction a mis en ligne une série de vidéos dédiée à la maîtrise des systèmes solaires thermiques. Ces contenus, sous forme de tutoriels techniques approfondis élaborés par des experts du secteur, ont été conçus pour répondre aux défis quotidiens des professionnels du solaire : dimensionnement des panneaux, capteurs et types de pose, stockage et distribution de la chaleur, système auto-vidangeable... En un clic, l'ensemble constitue une formation avancée pour les artisans désireux de se perfectionner.

 www.youtube.com

 panneaux solaires thermiques / formation / professionnels

DU NOUVEAU POUR L'AGRIVOLTAÏSME ET L'AUTOCONSOMMATION

27 mars – Le 27 mars 2025, de nouveaux textes sont parus pour encadrer le développement du photovoltaïque en France. Un arrêté favorise l'autoconsommation pour les petites installations, tandis que les projets de plus grande taille (100-500 kWc) devront désormais fournir une caution bancaire, limitant ainsi l'accès aux aides publiques aux projets les plus matures. Par ailleurs, un projet de loi encadre strictement l'agrivoltaïsme, limitant la surface agricole couverte par des panneaux solaires et imposant le maintien d'au moins 90 % du rendement agricole. Ces mesures suscitent des inquiétudes parmi les professionnels du secteur, certains y voyant une entrave au développement de l'agrivoltaïsme, tandis que l'objectif gouvernemental affiché est de concilier production d'énergie renouvelable et préservation des terres agricoles.

 www.batiweb.com

 photovoltaïque / agrivoltaïsme / réglementation



BAILLEURS SOCIAUX : UN SUR DEUX MANQUE DE MOYENS POUR RÉNOVER SES BÂTIMENTS

25 mars – D'après un rapport de l'Agence nationale de contrôle du logement social (Ancols), près d'un bailleur social sur deux ne dispose pas de moyens suffisants pour réaliser des travaux de rénovation dans son parc de logements. Ainsi, 14 bailleurs sociaux sur les 30 contrôlés (représentant un total de 750 000 logements) ne disposent pas de « capacité opérationnelle » adaptée pour réaliser les travaux de rénovation thermique nécessaires. Seulement 12 des 30 bailleurs contrôlés ont une « connaissance satisfaisante » de l'étiquette énergétique de leur parc. L'organisme de contrôle recommande donc de « privilégier les aides ciblées vers les opérateurs dont le besoin de soutien financier est identifié, au lieu d'aides à l'opération ». Ce rapport a toutefois suscité les réactions des fédérations des offices publics de l'habitat (OPH), des entreprises sociales pour l'habitat (ESH) et de l'Union sociale pour l'habitat (USH) qui critiquent la méthodologie du rapport et son échantillon réduit non-représentatif.

 www.batiweb.com

 rénovation énergétique / bailleurs sociaux

COPROPRIÉTÉS DÉGRADÉES : DEUX NOUVEAUX DÉCRETS POUR ACCÉLÉRER LEUR RÉNOVATION

14 mars – Adoptée en avril 2024, la loi « Habitat dégradé » se précise un peu plus avec l'arrivée de deux nouveaux décrets pris à l'initiative de la ministre du Logement Valérie Létard. Cette loi vise à faciliter les démarches pour rénover les habitats dégradés en permettant aux collectivités et à l'État d'agir plus efficacement. Elle vise également à étendre la possibilité de prendre rapidement possession d'un immeuble dangereux ou dégradé dans le cadre d'une opération d'utilité publique visant à le requalifier. Le premier de ces décrets, pris le 12 mars 2025, précise les conditions dans lesquelles pourra être mise en œuvre cette prise de possession anticipée, en encadrant l'information donnée aux habitants sur ces opérations. Le second décret concerne davantage l'opération de grande envergure menée à Grigny depuis 2016. Il permet à l'Établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF) d'intervenir plus rapidement sur les copropriétés dégradées dans le cadre de cette ORCOD-IN (opération de requalification des copropriétés dégradées d'intérêt national).



 www.batiweb.com

 copropriétés / rénovation énergétique / loi

ADEME - ETUDE DE MARCHÉ DES PRODUITS BIOSOURCÉS

15 avril – Cette étude a pour objectif principal de caractériser et d'estimer les marchés actuels des produits biosourcés en France et de disposer d'éléments sur leurs dynamiques. Elle apporte également des éclairages sur les impacts environnementaux et socio-économiques des catégories de produits biosourcés étudiées afin de positionner l'étude de marché dans un contexte plus large.

 <https://librairie.ademe.fr>

 matériaux biosourcés / transition écologique

PUBLICATION DU 1^{ER} BAROMÈTRE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION BIOSOURCÉS !

28 mars – Le premier Baromètre des matériaux de construction biosourcés, réalisé par l'Association des Industriels de la Construction Biosourcée (AICB), révèle une croissance soutenue du secteur. Depuis 2016, le marché des biosourcés connaît une nette évolution, avec une augmentation de 95 % en volume (passant de 14,5 à 28,2 millions de m² mis en œuvre) et de 55 % en valeur (passant de 59,1 à 91,6 millions d'euros de chiffre d'affaires). Cette croissance soutenue profite à toutes les familles de produits : les panneaux rigides (+ 268 %) et semi-rigides (+ 282 %) sont de plus en plus utilisés pour l'isolation verticale, tandis que les bétons biosourcés (+ 168 %) se développent beaucoup dans la fabrication de murs extérieurs, notamment en construction hors-site. Les isolants vrac, quant à eux, maintiennent une croissance continue (+ 20 %). L'industrie prévoit de nouveaux investissements à hauteur de 80 millions d'euros dans les cinq prochaines années, dans le but d'augmenter davantage la capacité de la filière. L'objectif est de répondre aux enjeux de la stratégie nationale bas-carbone d'ici 2050.

 <https://www.environnement-magazine.fr>

 matériaux biosourcés / isolation / bas carbone



[PODCAST] THOMAS GARNESSON - QUELS MATÉRIAUX POUR BÂTIR DEMAIN ?

Mars 25 – Le podcast « Bâtir pour le Climat » explore les réponses concrètes du secteur de la construction face à l'urgence climatique. Dans ce sixième épisode, Thomas Garnesson, chef de projet matériaux et systèmes constructifs chez Nobatek nous parle des matériaux en abordant :

- Les solutions pour réduire l'impact carbone du béton : bois, pierre, terre crue, quels sont leurs atouts, leurs limites, leur degré de maturité ?
- Les matériaux bio et géosourcés : lesquels sont les plus pertinents pour isoler ? Que disent les retours d'expérience ? Faut-il développer des circuits courts des matériaux de construction, comme pour l'agriculture ? Et où en est la réglementation, entre cadre technique et ouverture à l'expérimentation ?

Cet épisode offre un tour d'horizon des dernières recherches, expérimentations et visions stratégiques sur la matière même de nos bâtiments.

 <https://smartlink.ausha.co>

 matériaux biosourcés / construction / bas carbone

LA CONVENTION DES ENTREPRISES POUR LE CLIMAT LANCE UN PARCOURS « CEC BÂTIMENT & IMMOBILIER »

Avril 2025 – Pour agir de façon systémique, œuvrer à la transformation concrète des entreprises par le travail et accélérer la bascule, la CEC lance le parcours Bâtiment & Immobilier. Il vise à réunir des binômes de dirigeants et leurs représentants de différents services (RSE, développement, exploitation, services généraux, ...) de 80 entreprises pendant 6 sessions de 2 jours sur 10 mois. L'objectif de ce parcours : mobiliser et outiller tous les acteurs de la chaîne de valeur du secteur (investissement, conception, construction, exploitation, directions immobilières, enseignement & recherche, conseil, finance, territoires & infrastructures), créer un langage commun et une capacité d'accélérer ensemble la transition de nos lieux de vie et co-construire une transition écologique acceptable et désirable.

 <https://cec-impact.org>

 transition écologique / filière / bâtiment

MÉDIATHÈQUE JAMES BALDWIN ET MAISON DES RÉFUGIÉS



1^{er} avril - Le projet de réhabilitation de l'ancien lycée hôtelier Jean Quarré, situé dans le 19^e arrondissement de Paris, transforme deux bâtiments existants des années 1970 en une médiathèque et une maison des réfugiés. L'objectif du maître d'ouvrage (SAMO/DCPA, Ville de Paris) est de répondre aux besoins de la communauté tout en inscrivant cette transformation dans une démarche écologique et bioclimatique, culturelle et humanitaire. L'un des éléments clés du projet est la réhabilitation soignée de l'existant, complétée par une nouvelle construction en bois. Ce volume vertical, dit le lien, permet de desservir les différents espaces. L'utilisation de matériaux biosourcés a été favorisée avec de la terre crue coulée, garantissant ainsi une inertie thermique et régulant l'humidité. L'ouverture de la structure en béton préfabriqué optimise la lumière naturelle et favorise la mise en place de la ventilation naturelle. Les espaces extérieurs ont également été pensés de manière durable, avec des jardins pédagogiques cultivés et partagés, ainsi que des toitures végétalisées. À noter également, la présence de panneaux photovoltaïques en toiture pour la production d'électricité consommée sur site.

 www.construction21.org

 réhabilitation / matériaux biosourcés / bioclimatisme

DANS LA SOMME, UN BÂTIMENT DÉMONSTRATEUR CONSTRUIT EN MATÉRIAUX DE RÉCUPÉRATION

Mars 2025 - Premier bâtiment en France constitué à 75 % de matériaux de réemploi, le showroom de Lemaitre Environnement & Réemploi est en cours de construction, à Abbeville dans la Somme. Un projet mûri depuis dix ans dans la tête de son fondateur. Ce bâtiment totem totalisera 1 000 m² sur 9 mètres de hauteur, pour l'administratif et le stockage. Il sera composé à 75 % de réemploi : structure, bardage extérieur en tôle, laine de roche, dalles de faux plafond, parquet, fenêtres PVC, portes, cloisons en alu, toilettes, poêles à bois, notamment. Tout a été contrôlé par le bureau d'études, puis par le bureau de contrôle. Seule la couverture sera neuve, ainsi que deux portes sectionnelles sur mesure. La livraison est prévue pour fin 2025.

 www.lemoniteur.fr

 réemploi / bâtiment tertiaire

Appels à projets & à manifestation

Appel à projets : AACT-AIR - Aide à l'action des collectivités territoriales en faveur de la qualité de l'air

Ouvert jusqu'au 14.05.25 – Périmètre : national

Cet appel à projets (AAP) apporte un soutien financier aux collectivités pour identifier des actions concrètes d'amélioration de la qualité de l'air extérieur et intérieur sur leur territoire. Le sujet de l'étude peut être transversal (étude stratégique, de mobilisation citoyenne, d'impact sanitaire, ...) ou thématique (urbanisme, chantiers du BTP, air intérieur, combustion de biomasse, agriculture ou encore mobilité).

 <https://agir.ademe.fr/>

 **qualité de l'air / collectivité**

Appel à projets de recherche - Énergie Durable

Ouvert jusqu'au 14.05.25 – Périmètre : national

L'édition 2025 de l'appel à projets Énergie Durable (APRED) se concentre sur la planification écologique et territoriale, la gouvernance ainsi que l'optimisation et la conception intégrée des systèmes énergétiques et de leurs infrastructures et la réduction des impacts environnementaux associés. Il s'adresse en particulier aux acteurs publics et privés de recherche, mais d'autres entités telles que les collectivités ou encore bureaux d'études peuvent également déposer leur dossier en ligne.

 <https://agir.ademe.fr/>

 **transition énergétique / durabilité**

Appel à projets de recherche énergie durable

Ouvert jusqu'au 15/05/2025 – Périmètre : national

L'Appel à Projets de Recherche « Énergie Durable : production, gestion et utilisation efficaces et à moindre impact » (APRED) 2025, lancé par l'ADEME, vise à soutenir des projets innovants centrés sur la planification écologique territoriale, la gouvernance, l'optimisation et la conception intégrée des systèmes énergétiques, ainsi que la réduction de leurs impacts environnementaux. Cette initiative s'adresse en particulier aux acteurs publics et privés de recherche, mais d'autres entités (collectivités, agences d'urbanisme, etc.) sont également éligibles.

 <https://agir.ademe.fr/>

 **transition énergétique / planification écologique**

L'Appel à projets Plans de paysage 2025

Ouvert jusqu'au 15/05/2025 – Périmètre : national

Le ministère de la Transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, en partenariat avec l'Agence de la transition écologique (ADEME) et l'Office français de la biodiversité (OFB) a lancé une nouvelle édition de l'appel à projets « Plans de paysage ». A la clé pour les collectivités lauréates : un soutien financier et un accompagnement des services de l'Etat tout au long de leur projet de plan d'amélioration paysagère.

 <https://objectif-paysages.developpement-durable.gouv.fr/>

 **aménagement / paysage**

Appels à projets & à manifestation

Appel à projets : AVELO 3

Ouvert jusqu'au 19.05.25 – Périmètre : national

Cette 3^e édition de l'Appel à projets AVELO 3 cible tout particulièrement les territoires peu denses et/ou ruraux, les villes moyennes et les périphéries des communautés d'agglomérations, urbaines ou des métropoles. L'appel à projets s'articule autour de quatre axes :

- Axe 1 - Le soutien à la construction d'une politique cyclable via le financement d'études.
- Axe 2 - Le soutien à l'expérimentation de services vélo dans les territoires.
- Axe 3 - Le soutien à l'animation et la promotion de politiques cyclables intégrées à l'échelle du territoire.
- Axe 4 - Le soutien au recrutement d'un(e) chargé(e) de mission vélo / mobilités actives pour mettre en œuvre une politique cyclable intégrée à l'échelle du territoire.

Le ou les projets devront se terminer au plus tard le 30 juin 2027.

 <https://agirpouurlatransition.ademe.fr>

 **mobilité / collectivités**

Appel à projets de recherche - Programme « Besoins en logements à l'heure de la transition écologique (BEL) »

Ouvert jusqu'au 22.08.25 – Périmètre : national

Le PUCA lance un appel à propositions de recherches sur les besoins en logements à l'heure de la transition écologique. Cet appel à recherche se structure selon trois axes : Axe 1 | Repenser les besoins à l'heure de la transition écologique ; Axe 2 | Évaluer, quantifier et planifier : piloter les besoins en logements face à l'incertitude ; Axe 3 | Répondre aux besoins en logements : le défi d'une production renouvelée.

 www.urbanisme-puca.gouv.fr

 **Transition écologique / logement / recherche**

Fonds Économie Circulaire - ORMAT 2025 (Objectif Recyclage MATières)

Ouvert jusqu'au 06.10.25 – Périmètre : national

L'appel à projets ORMAT soutient l'investissement dans le surtri et la préparation de déchets en vue de leur recyclage, la production de matières premières de recyclage (MPR) et leur incorporation dans les produits, ainsi que la réaffectation, le remanufacturing et le reconditionnement de batteries.

 <https://agir.ademe.fr>

 **économie circulaire / déchets / réemploi**

Une aide pour prévenir les inondations

Ouvert jusqu'au 15.12.25 – Périmètre : national

Le dispositif du Fonds vert permet d'aider les collectivités à financer des actions de prévention des inondations en améliorant la résilience de leur territoire face aux aléas climatiques (création de zones d'expansion de crue, travaux de neutralisation d'anciennes digues, actions d'amélioration de la connaissance sur les phénomènes de ruissellement...). Les porteurs de projets sont appelés à candidater en ligne pour bénéficier de ce soutien.

 <https://aides-territoires.beta.gouv.fr>

 **gestion de l'eau / aide financière**

Appels à projets & à manifestation

Une aide de l'ADEME pour un projet de R&D

Ouvert jusqu'au 31.12.25 – Périmètre : national

Pour que la recherche vienne en appui de la transition écologique, il faut la soutenir financièrement. C'est tout l'objet de ce dispositif mis en place par l'ADEME. Organismes de recherche, entreprises, associations et partenaires potentiels d'un projet de R&D visant à produire des connaissances nouvelles et/ou des recherches action participatives pour éclairer le déploiement de la transition écologique en France ? Vous pouvez postuler en ligne dès à présent !

 <https://agirpouurlatransition.ademe.fr>

 recherche et développement / aide financière

Soutien à l'économie de la fonctionnalité et de la coopération

Ouvert jusqu'au 31.12.25 – Périmètre : national

L'ADEME souhaite, par ce dispositif, aider les entreprises de toutes tailles et organisations de recherche publiques ou privées, intéressées par le modèle offert par l'économie de la fonctionnalité et de la coopération. Cette nouvelle relation entre l'offre et la demande ne se fonde plus sur la simple vente de biens ou de services, mais sur la fourniture de bénéfices pour les usagers, en intégrant des enjeux de durabilité.

 <https://agirpouurlatransition.ademe.fr>

 économie de la fonctionnalité / écologie

Des AAP sur le réemploi

Plusieurs dates butoirs – Périmètre : national

L'éco-organisme Ecominéro lance, en ce début d'année 2025, plusieurs appels à projets portant sur le thème du réemploi : études de faisabilité pour de nouvelles activités de réemploi, plateformes physiques et numériques, matériauthèques, réalisation de diagnostics ressources dans les opérations de déconstruction, réhabilitation ou rénovation... Le détail des différents AAP est disponible en ligne.

 www.ecominero.fr

 réemploi / bâtiment

Aide du Fonds Air Bois

Périmètre : national

Le Fonds Air Bois est une aide financière visant à encourager le remplacement des anciens systèmes de chauffage au bois, tels que les cheminées ouvertes ou les appareils installés avant 2005, par des équipements plus performants et moins polluants. Cette initiative est mise en place par certaines collectivités locales pour améliorer la qualité de l'air sur leur territoire.

 <https://agirpouurlatransition.ademe.fr>

 bois / chauffage / aide financière

Le Réseau Bâtiment Durable, animé conjointement par l'ADEME et le Plan Bâtiment Durable, regroupe 23 centres de ressources et clusters régionaux et nationaux au service de la qualité et de la performance environnementale, énergétique et sanitaire du cadre de vie bâti. Leur mission commune : informer, soutenir et faire dialoguer les acteurs locaux de la construction, de la rénovation, de l'immobilier, de l'urbanisme et de l'aménagement durables. Intégrez votre réseau local pour booster vos actions !

LES MEMBRES DU RÉSEAU BÂTIMENT DURABLE



Réalisé
par

envirobât
OCCITANIE

odéys
Cluster construction
et aménagement durables

Pôle énergie
Bourgogne
Franche-Comté

CONSTRUCTION21
IMPULSER LA VILLE EN DÉMIEU

Avec le
soutien de

**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

ADEME
AGENCE DE LA
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

**PLAN BÂTIMENT
DURABLE**